



collectif français pour l'éducation à l'environnement
vers un développement durable

Education à l'environnement vers un développement durable en France : Bilan et propositions du CFEEDD

Auteur :

Collectif Français pour l'Education à l'environnement vers un développement durable (CFEEDD).

Le CFEEDD est un collectif d'acteurs qui œuvre pour le développement de l'éducation à l'environnement vers un développement durable. Il regroupe une quarantaine d'organisations nationales de la société civile (associations, syndicats...). Il veut renforcer les liens entre ses membres, constituer une force de propositions, développer en commun des réflexions, actions et orientations politiques visant le développement de l'EEDD en France.

Bilan :

De l'EE à EEDD : que faire avec le « développement durable » ?

On assiste actuellement à la montée en puissance du concept de développement durable. Il est popularisé (voire galvaudé) en France par son utilisation dans les discours politiques ou dans la communication de certaines grandes entreprises et par la mise en œuvre de dispositifs tels que « la semaine du DD ».

Signe des temps également, certaines initiatives politiques placent le DD au centre de leurs préoccupations : « généralisation de l'EEDD » au sein de l'Education nationale, loi LOADDT de 1999 ...

La sphère éducative n'a pas échappé à la déferlante et nous avons progressivement glissé de « l'éducation à l'environnement » à « l'éducation à l'environnement en vue du DD » pour être aujourd'hui à l'ère de « l'éducation au développement durable ».

Au-delà de la sémantique il faut retenir que le concept de développement durable interroge notre modèle éducatif dans son ensemble.

En ce sens, par les valeurs qu'elle porte (autonomie, émancipation, collaboration, solidarité, créativité...), l'éducation à l'environnement est clairement constitutive d'une démarche de développement durable.

Il est donc question pour nous d'une éducation à l'environnement qui se penche sur la question du développement durable et réinterroge ses pratiques et méthodes pédagogiques au regard de cette approche d'évolution des sociétés humaines.

La mise en oeuvre sur les territoires :

La demande sociale vis-à-vis des enjeux environnementaux et plus largement du développement durable (notamment dans ses composantes sociales et environnementales) est croissante. Elle met en lumière le besoin important de sensibilisation, d'éducation ou de formation dans les domaines de l'environnement et du développement durable, de la population comme des acteurs des pouvoirs publics.

Les associations ont été parmi les premiers acteurs à mettre en œuvre des actions d'éducation et de sensibilisation sur le terrain. Aujourd'hui, beaucoup d'associations sont reconnues pour leurs compétences (elles possèdent par exemple l'agrément « association complémentaire de l'éducation nationale » ou « association d'éducation populaire » du ministère de la jeunesse).

Le collectif constate une augmentation de l'intérêt du grand public, des collectivités locales ou des enseignants pour les travaux de ses adhérents.

Par ailleurs, selon un sondage Sofres publié le 6 avril 2006, 54% des Français leur font confiance aux associations pour protéger l'environnement.



collectif français pour l'éducation à l'environnement vers un développement durable

Le paradoxe 21 :

Alors que les associations sont reconnues comme des acteurs importants de la mise en œuvre concrète de l'EEDD et qu'elles sont très souvent sollicitées par divers partenaires (collectivités locales, enseignants...), elles subissent de plein fouet la modification profonde du positionnement de l'Etat vis-à-vis du fait associatif.

Premier élément marquant de ce re-positionnement : le tarissement des relations que pouvait entretenir les services de l'Etat avec la société civile. L'esprit de co-construction que nous avons réussi à établir se délite : autrefois présents et actifs à certaines réunions du CFEEDD, les ministères en charge de la vie associative, de l'écologie et du développement durable, de l'agriculture et de l'Education nationale sont actuellement absents et ne nous invitent plus à participer à l'élaboration des chantiers liés à l'EEDD.

Autre traduction concrète de ce désengagement étatique : la baisse importante des soutiens financiers accordés jusqu'ici aux associations : baisse ou arrêt des subventions, rappel des agents mis à disposition.

Enfin, la généralisation et l'élargissement des procédures d'appel d'offre fragilisent encore les relations contractuelles qu'entretiennent les associations avec les collectivités territoriales et mettent à mal le travail d'utilité sociale qu'elles portent. Pourtant, les associations sont un des vecteurs majeurs de cohésion sociale, de création de lien social.

De leurs côtés, les établissements scolaires, bien que très demandeurs d'interventions ont très peu de moyens pour financer les animations qu'ils sollicitent, et la formation des enseignants est en berne alors qu'elle est présentée dans le rapport des inspecteurs généraux MM. Gérard Bonhoure et Michel Hagnerelle (IGEN, avril 2003) comme la condition sine qua none de la généralisation de l'EEDD.

Pourtant, en matière d'éducation à l'environnement, les discours n'ont jamais été aussi prometteurs que depuis trois ans : article 8 de la charte de l'environnement, Stratégie Nationale du Développement Durable, circulaire de généralisation de juillet 2004, création de l'observatoire national...

Propositions :

1 - Encourager le décroisement :

- En réactivant le texte cadre pour le partenariat
- En permettant aux enseignants de pratiquer plus facilement l'EEDD, en programmant des créneaux horaires leur permettant la pluridisciplinarité, en leur fournissant les moyens de financer des partenariats techniques si nécessaire et en leur donnant accès à des formations sur le DD et sa mise en œuvre,
- En considérant à sa juste valeur le rôle des associations dans la mise en œuvre de l'EEDD sur les territoires, en renouant le dialogue avec elles et en leur donnant les moyens de fonctionner

2 - Mettre en place des outils de mesure et de reconnaissance de l'EEDDD

- En faisant fonctionner l'observatoire de l'EEDD créé en 2003. Il pourra ainsi fournir aux décideurs et aux acteurs des éléments chiffrés sur l'EEDD et permettra de capitaliser et mutualiser les pratiques et les expériences dans le domaine de l'éducation à l'environnement en France.
- En créant une filière professionnelle complète d'éducation à l'environnement afin que soit reconnu et valorisé les métiers de l'animation de la formation et de l'ingénierie dans le domaine de l'éducation à l'environnement.